

M. WOODSWORTH: Il y a d'autres questions, monsieur le Président, mais en voici une que je voudrais poser. Je ne poserai que deux ou trois questions à M. Harding.

*M. Woodsworth:*

Q. Monsieur Harding, vous nous avez laissé entendre que le contrôle de la Réserve fédérale ne consiste pas tant dans les taux de l'escompte que dans les opérations du marché libre. Il se produit des modifications dans les taux de l'escompte, dans quel but?—R. Pour rendre le taux égal à celui du marché; c'est ainsi que nous ne voudrions pas maintenir un taux d'escompte de 4 p. 100 si le taux du marché monétaire était de 6 p. 100. Nous augmenterions le taux. Il nous serait inutile de faire autrement. Le taux d'un papier de haute banque est ce qui indique le mieux les conditions du marché.

Q. Je constate qu'un publiciste anglais a écrit récemment:

Jusqu'à la semaine dernière le prix du crédit était resté bien bas, le taux de la banque étant de 3½ p. 100 et le chiffre du crédit augmentait alors que les prix étaient stables.

Cela semblerait indiquer de bonnes conditions, parce qu'il parle ensuite de la stabilisation, puis déclare:

Ce qui s'est en réalité produit est bien évident. Le nouveau crédit était en grande disponibilité et à bon marché. Mais il n'a pas servi à des fins qui auraient pu augmenter les salaires et augmenter la demande des marchandises. Il a été utilisé pour la finance, pour les opérations spéculatives dans les valeurs industrielles et immobilières. S'en rendant bien compte, mais impuissant à empêcher cet état de choses de se produire par une action subtile, la Commission de la réserve fédérale a porté son taux de banque à 4 p. 100 et a entrepris en même temps de réduire le chiffre du crédit.

—R. Laissez-moi vous déclarer tout de suite que l'augmentation récente du taux de 3½ à 4 p. 100, pour autant qu'il s'agissait de la Bourse de New-York, a donné lieu à une faible réaction pendant deux ou trois jours, mais l'effet n'a pas persisté. Remarquez les prix des valeurs les plus actives, telles que celles de la Radio et de la *General Motors* sur la Bourse de New-York à l'heure actuelle et comparez-les aux prix de ces valeurs avant l'augmentation du taux de la banque. L'honorable M. Davis, secrétaire du Travail, a fait une étude des conditions de la main-d'œuvre aux Etats-Unis; il estime que le nombre des chômeurs est de 1,870,000. Il ne laisse pas entendre qu'il existe quoi que ce soit de défectueux dans la Loi des Banques ou dans le système de la Réserve fédérale; il ne blâme pas le système de la réserve fédérale pour ce chômage, mais il faut une suggestion que je crois éminemment bien fondée. Si tous les Gouvernements dans le monde entier voulaient s'en tenir à cette politique et la suivre ils pourraient égaliser ces variations dans la demande de la main-d'œuvre, tout comme le système de la Réserve fédérale a essayé de faire disparaître les variations dans le marché monétaire. Cela veut dire que pendant les périodes d'intense activité industrielle, lorsque le capital particulier emploie complètement la main-d'œuvre et que la demande est générale, les travaux des gouvernements devraient être ralentis; et, pendant les périodes de dépression, lorsque les entreprises privées n'ont que bien peu de commandes et qu'il ne s'accomplit pas beaucoup de besogne, qu'alors les Gouvernements mettent à exécution leurs programmes de construction et d'améliorations à l'intérieur donnant du travail à la main-d'œuvre et recevant en retour un travail plus satisfaisant, faisant ainsi disparaître ces périodes de grande dépression. C'est là une question à laquelle le système de la Réserve fédérale n'a absolument rien à voir. Elle n'exerce aucune influence sur la situation de la main-d'œuvre aux Etats-Unis.

Q. Elle n'a eu rien à faire dans le temps avec la spéculation dans les valeurs?

—R. Je ne le crois pas.

[M. W.-P.-G. Harding.]